

FONCTIONS ET ENSEIGNEMENTS

2009 - Auj. **Maître de conférences en droit public à l'université de Poitiers (IPAG-CIMP).**

- **Cours magistraux** (2009-2024) Institutions administratives et droit administratif général (L3, DU) ; politiques locales (L3), droit économique local (M1) ; droit économique de l'UE (Master 1) ; droit européen institutionnel et matériel (L3), Investissement public et PPP (M2). Auparavant (2009-2015) : droit administratif des biens et droit de la fonction publique (M1, DU), droit constitutionnel, (2009-2019) : droit de la commande publique.
- **collaborations avec le CNED** : Rédactions de manuels (droit économique de l'UE, investissement public et PPP, autorités indépendantes), animations et corrections dans des parcours d'enseignement à distance (L3, M1 et 2).
- **Fonction administratives** : membre (extérieur) du Comité de sélection de l'université du Mans pour le recrutement des maîtres de conférences (2010) ainsi qu'à l'université d'Auvergne (2015) ; enseignant et correcteur auprès de l'Assemblée nationale pour le concours d'administrateur-adjoint. Correcteur auprès de la DGGN pour le concours de sous-officier Gendarmerie (SOG) depuis 2022.
- **Responsable de la Prépa-Talents sécurité-Justice (2021-auj.)**

2016-2017 **Directeur des études IPAG-CIMP Poitiers**

2024	Titulaire d'un cours sur le lobbying américain à Science-Po Saint-Germain-en-Laye (Master)
2013	Titulaire d'un cours de Lobbying européen à l'université de Szeged (Hongrie) – Master 2 Etudes européennes.
2008-2012	Chargé d'enseignement à l'université Paris Descartes, droit administratif des biens (L3) ; droit administratif général (L2) ; droit de l'Union européenne (L3), droit constitutionnel (L1).
2007-2011	Société Capavocat SARL, membre de jurys-pilotes d'entraînement au Grand Oral du concours du CRFPA (école du barreau) – chargé d'un cours sur la note de synthèse juridique.
2006-2008	Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherches (ATER) à l'université Paris Descartes, droit administratif général (L2 Droit), droit constitutionnel (L1 Droit).
2005-2006	Chargé d'enseignement à l'université de Paris XIII, droit administratif général (L2 AES).
2004-2006	Chargé d'enseignement à l'université d'Amiens, histoire du droit public (L1 Droit).
2003-2006	Chargé d'enseignement à l'université Paris Descartes, droit constitutionnel (L1 Droit).

FORMATION

2008	Doctorat en droit public, Prix de thèse de l'université Paris Descartes. Paris-Descartes.
2004	Obtention de l'examen du CRFPA (Avocat), université Paris II Panthéon-Assas.
2002-2003	DESS de droit européen, (Pr D. BERLIN), Paris I Panthéon-Sorbonne ; Institut de droit des affaires, Paris II Panthéon-Assas (Pr M. GERMAIN).
2001- 2002	DEA de droit public de l'économie, (Pr M. LOMBARD), Paris II Panthéon-Assas.
2000- 2001	Maîtrise de droit public, Université Paris II Panthéon-Assas.
1999- 2000	Licence en droit, Université Paris II Panthéon-Assas.

AUTRES FONCTIONS

2003	Cabinet d'Avocats SHEARMAN & STERLING LLP, 3 mois.
2001-2002	Ministère de l'Intérieur, DLPAJ, 6 mois.
2001	Tribunal administratif de Paris, 5 ^{ème} section, 1 mois.
2000	Ministère de la Justice, SICOM, 1 mois ; Médiateur de la République, Secteur Agents publics/Pensions, 3 mois.

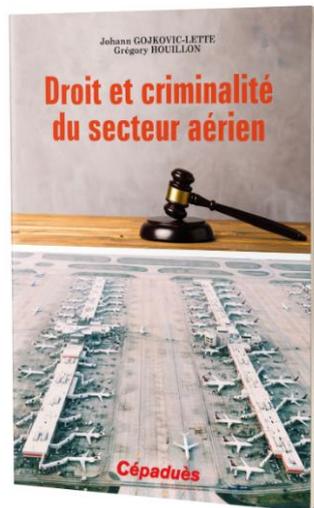
DIVERS

Informatique : Excel/Word/Lotus Notes, formation Bureau Virtuel et animation de l'environnement numérique de travail, gestion de site internet de l'IPAG-CIMP pour la communication de l'institution.

Langues : Anglais : lu/écrit/parlé, cours d'été à Oxford ; nombreuses traductions de documents juridiques pour le compte d'organismes ; nombreuses conférences et publications en anglais (*American Society of Public Administration*) - Allemand : notions.

TRAVAUX

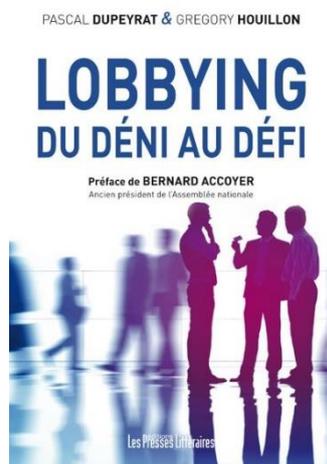
1. – **Ouvrage spécialisé** : *Droit et criminalité du secteur aérien* (en collaboration avec le colonel Johann Gojkovic-Lette) aux éditions *Cépaduès – éditions de midi*, juin 2020, 110 p.



2. – « La pratique du drone. Entre sécurisation et répression » (en collaboration avec le colonel Johann Gojkovic-Lette), *AJ Pénal*, Dalloz, mars 2019, n° 3, pp. 135-138.

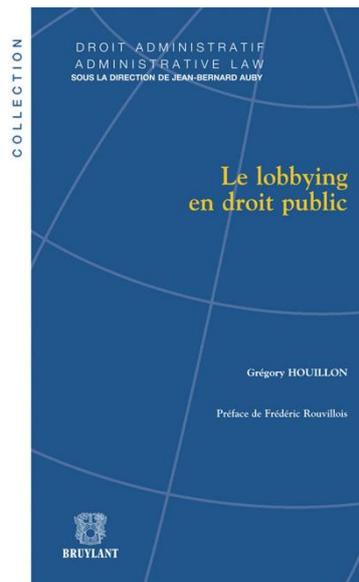
3. – **Ouvrage grand public** :

Lobbying : du déni au défi, (en collaboration avec Pascal Dupeyrat), **Les Presses Littéraires**, octobre 2017, 153 p.



4. – **Thèse de doctorat** : « *Le lobbying en droit public* », soutenue le 5 décembre 2008, (mention très honorable félicitations du jury à l'unanimité et propositions pour les prix). Honorée du Prix de thèse de l'Université Paris-Descartes et d'une bourse de la *Fondation pour l'Innovation*

Politique (Fondapol). Ouvrage publié aux éditions **Bruylant** dans la collection « Droit Administratif-Administrative law » (dir. J.B. Auby), mai 2012, 1123 p.



5. – « Du tabou à la régularisation : le cas du lobbying en France », intervention au colloque du 30 novembre 2003 de l'ULCO à Boulogne Sur Mer, *Ententes Cartels, mafias : les formes d'associations interdites*, (F. Davansant et V. Noisette).
- « **Lanceur d'alerte, citoyen et démocratie** », contribution à un ouvrage collectif sur la **désobéissance militaire**.
6. – conférence non publié pour la *Société Française de Droit Aérien et Spatial* le 28 mars 2024 : « Regards sur le droit pénal aérien » avec le colonel Gojkovic-Lette au cabinet Reed Smith LLP.
7. – « Whistleblowers. Conflict of Duties Between Citizen and Soldier in Democracy », intervention au colloque international annuel du 21 mars 2023 de l'*American Society for Public Administration*, « Protecting Democracy for the Next Generations ? ».
8. – « Prévention et répression de la pratique du drone civil : un équilibre à trouver » (collab. Col. J. Gojkovic-Lette), in *Cahier de la Sécurité et de la Justice – Revue de l'Institut des Hautes Etudes du ministère de l'Intérieur* – Hors-Série « cahier de recherches », mars 2021, pp. 59-67 ; également intégralement traduit en anglais « *Prevention and Repression of civil drone use : Finding a Balance* », pp. 67-75.
9. – « Le Lobbying français et les libertés fondamentales », in J.F. Kerléo (Dir), *Le Lobbying. Influence, contrôle et légitimité des représentants d'intérêts*, (préface Michel Sapin), **LGDJ-Lextenso**, 2020, pp. 291-304.
10. – « Dangereux lasers » (étude de la jurisprudence sur les condamnations pour pointage lasers sur les aéronefs et proposition pour améliorer la sûreté des vols) (collab. Col. J. Gojkovic-Lette), *Aviation et Pilote*, mai 2019, n° 544, pp. 38-39.

11. – « Sûreté et police judiciaire. Ou comment la police judiciaire peut constituer un levier de la sûreté aérienne » (collab. Col. J. Gojkovic-Lette), Tribune libre, *Air & Cosmos*, 26 janvier 2018, n° 2519, p. 23.
12. – « La pratique du drone, entre sécurisation et répression » (collab. Col. J. Gojkovic-Lette), Tribune libre, *Air & Cosmos*, 20 juillet 2018, n° 2604, p. 31.
13. – Entrée « Ecole », in C. Boutin, F. Rouvillois, O. Dard (Dir.), *Dictionnaire du conservatisme*, éditions du Cerf, novembre 2017, 1072 p.
14. – « Ethics Regulation and Public Governance Values in the perspective of Lobbying : A French and American View », intervention au *French Panel* du Colloque international annuel de l'*American Society for Public Administration (ASPA)* : « New Traditions in Public Administration : Reflecting on Challenges. Harnessing Opportunities », 18-22 mars 2016, Seattle.
15. – « Specific Aspects of Public Service : Core Values in France and in the European Union », intervention au *French Panel* du Colloque international annuel de l'*American Society for Public Administration (ASPA)* : « Saluting the Public Service. A Bold and Noble Profession », 17-21 mars 2017, Atlanta.
16. – « When Europe forces French public administrations to innovate in their missions : the case of public agencies », intervention au *French Panel* du Colloque international annuel de l'*American Society for Public Administration (ASPA)* : « Mission Focused & Service First : Creating Innovating solutions », 9-13 mars 2018, Denver.
17. – Recension de l'ouvrage de Frank R. Baumgartner, Jeffrey M. Berry, Marie Hojnacki, David C. Kimball, Beth L. Leech, *Lobbying and Policy Change. Who Wins, Who Loses, and Why*, University of Chicago Press, Londres, Chicago, 2009, 341 p., in *Revue Française de Droit Constitutionnel*, 2016/3, n° 103, pp. 45-53.
18. – « L'Etat de droit, entre liberté et sécurité », *Revue d'Etudes*, septembre 2016, pp. 11-13.
19. – « Qualité de la norme et lobbying » in *Lobbying et normes juridiques*, à l'université de Clermont Ferrand - Ecole de droit – 20 novembre 2014 – en cours de publication.
20. – « lobbying et qualité de la loi française », in cycle de conférences *La qualité des normes*, organisé par l'institut de science criminelles de l'université de Bordeaux IV – ouvrage collectif publié en 2016 sous la direction d'E. Bonis et V. Malabat aux éditions *Mare et Martin*, coll. Droit et Sciences politiques, 2016, pp. 19 à 46.
21. – **Colloque au Sénat** : « Rapport général : l'influence normative des lobbies » in « *Le « lobbying responsable » : info ou intox ?* », organisé par l'IRDA, le CERAP, le CERAL, le CERDAG et le GERCIE sous la direction de M. Mekki et P.Y. Monjal, 18 avril 2013, publié aux éditions *l'Harmattan* en 2016.
22. – « Performance publique et ordre juridique », *Mélanges en l'honneur du doyen François Hervouët*, éditions LGDJ – Presses de l'Université de droit et sciences sociales de Poitiers, novembre 2015, pp. 597 à 620.

23. – « Lobbying, principe électif et représentation dans les institutions de l'Union » dans le cadre des journées transfrontalières Jean Monnet organisées à la Maison de Robert Schuman à Metz : *Le principe électif dans l'Union européenne*, Quinzièmes Journées Jean Monnet, 5 et 6 juin 2014 (Dir. L. Potvin-Solis), **Bruylant**, 4 octobre 2021.
24. – « Servir son pays : être soldat et citoyen face aux cas Wikileaks et Snowden » in *Soldat et citoyen au service de son pays: liberté de conscience et sens du devoir au XXI^{ème} siècle*, colloque organisé le 14 juin 2014 à l'Ecole militaire - 2014 – publication en cours.
25. – « Le clair obscur des procédures de publicité et de mise en concurrence dans la délivrance des titres d'occupation du domaine public », *Mélanges en l'honneur du professeur Philippe Godfrin*, (dir. M. Degoffe), publié aux éditions **Mare et Martin**, 2013, pp. 207 à 242.
26. - « Lobbying et droit négocié », in F. Rouvillois, M. Degoffe (Dir), *La privatisation de l'Etat – CNRS éditions*, 2013.
27. – « Corruption and conflicts of interests in the perspective of lobbying », séminaire d'analyse économique du droit et des politiques publiques, *corruption and conflicts of interests*, Sciences-Po, Chaire "Mutations de l'action et du droit public" sous la direction du professeur Jean-Bernard Auby, 28 septembre 2011. Publié aux **Editions Edward Elgar Law Publishing**, septembre 2012, pp. 53-67.
28. – « Lobbying et Démocratie », conférence du 19 janvier 2012 organisée dans le cadre du cycle de séminaires du CREDOF, "Démocratie, droits de l'homme et contrôle de constitutionnalité", sous la direction de V. Champeil-Desplats et J.M. Denquin à l'Université de Paris Ouest Nanterre-La Défense.
29. – « Corruption et conflits d'intérêts : le lobbying en perspective », *Revue de la Recherche Juridique – Droit prospectif*, n° 141, 2012-1, pp. 35-55.
30. – « Lobbying et déontologie », *Les cahiers de la fonction publique*, dossier sur le lobbying, 2011, n° 316, pp. 13-17.
31. – « Les standards juridique prohibitifs de l'excès dans la Convention européenne des droit de l'Homme », intervention dans le cadre du colloque pluridisciplinaire sur *L'excès. L'Hypermodernité au prisme du droit et des sciences sociales*, organisé par l'Institut de droit public les 19 et 20 mai 2011 à l'Université de Poitiers, **Mare et Martin**, coll. droit et science politique, 2012, pp. 105-134.
32. – « Lobbying et déontologie », *Les cahiers de la fonction publique*, dossier sur le lobbying, 2011, n° 316, pp. 13-17.
33. – « Préfets, Procureurs et Maires en droit de l'urbanisme », contribution à l'ouvrage collectif *Préfet, Procureurs et Maires. L'autorité publique à l'épreuve de la tension entre le national et le local*, sous la direction de P. Mbongo et X. Latour, **Presses Universitaires d'Aix-Marseille**, 2011, pp. 121-134.
34. – « Pédagogie et efficacité du droit », intervention dans le cadre du colloque *La pédagogie au service du droit*, organisé sous la direction de Ph. Raimbault les 28 et 29 janvier 2010 par

le TACIP et le GIP Droit et Justice à l'Université de Toulouse I Capitole, ouvrage collectif publié aux *Presses universitaires de Toulouse*, 2011, pp. 327-355.

35. – « La procédure devant la commission bancaire censurée par la CEDH », note sous l'arrêt CEDH, 11 juin 2009, *S.A. Dubus c. France*, n° 5242/04, *Droit Administratif*, n° 8-9, sept. 2009, p. 20.
36. – « Jean Rivero, démocratie et administration », intervention dans le cadre du premier « Printemps de la jeune recherche » au colloque sur *La doctrine en droit administratif*, organisé par l'Association Française de Droit Administratif (AFDA) et le CREAM à l'Université de Montpellier les 10, 11 et 12 juin 2009, *Revue Française de Droit Administratif*, n° 5, sept. 2009, p. 1057.
37. - « Le prononcé du non-lieu par le juge de l'excès de pouvoir : un état des lieux », *Actualité Juridique Droit Administratif*, n° 12, 31 mars 2008, pp. 644-649.
38. - « La société au risque de la judiciarisation : à propos d'un équilibre à retrouver ». Note relative au colloque organisé par la Fondation pour l'innovation politique sous la direction de F. ROUVILLOIS, Litec, avril 2008), *Procédures*, Revue mensuelle Lexis-Nexis Jurisclasseur, n° 6, juin 2008, Focus n° 19, pp. 2-3.
39. - « A propos de la santé du président de la République », *La Revue Administrative*, n° 354, novembre 2006, pp. 620-628.
40. - « Les enjeux de pouvoirs autour de l'énergie en Europe », *Revue française de géopolitique*, n° 2 - 2004, Géopolitique de l'énergie, Ellipses, 2004.
41. - « Actualité du délit d'octroi d'avantage injustifié », *L'Echo des marchés publics*, (éd. Tissot), n° 77, oct. 2004, p. 9.
42. - « Le délit de favoritisme ou l'intervention du juge pénal dans la passation de marchés publics », *L'Echo des marchés publics*, (éd. Tissot), n° 62, mai 2003, p. 7.
43. - « Le juge pénal et le nouveau Code des marchés publics », *Les cahiers juridiques de l'Intérieur*, n° spécial marchés publics de l'Etat, n° 13 -14, janvier - avril 2002, p. 52.